



## Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

## Solidarités - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Bilan 2020

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Fonds Métropolitain d'aide aux jeunes (FAJ3M) est de compétence métropolitaine.

Le FAJ3M a pour but de venir en aide aux jeunes en difficulté, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, en leur attribuant des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents. L'attribution de ces aides repose sur le principe de subsidiarité. Le fonds n'est activé que si le jeune ne peut bénéficier d'aucune autre aide existante ou en complémentarité d'autres dispositifs de droit commun préalablement mobilisés. Ces aides sont proposées par le référent des organismes instructeurs après étude détaillée de chaque situation et validées en comité d'attribution.

Par ailleurs, le FAJ3M finance des actions collectives d'accompagnement social, menées par des structures associatives conventionnées. Les actions collectives sont destinées aux jeunes en difficulté, en amont ou en soutien des dispositifs ordinaires d'insertion et leur permettant notamment de prendre la mesure de leurs capacités et d'acquérir des savoir-faire.

Le bilan du dispositif pour l'année 2020 reflète les conséquences du contexte inédit de crise sanitaire. Durant cette année, la situation sociale des jeunes s'est fortement fragilisée et dégradée. Pour s'adapter à la demande continue des jeunes lors du premier confinement, les commissions d'attribution du FAJ (en partenariat avec la Mission Locale des jeunes et le CCAS) se sont tenues hebdomadairement. Des réponses financières d'urgence ont pu ainsi bénéficier aux jeunes demandeurs et répondre à leurs besoins de première nécessité. Les recours aux aides d'urgence et à la subsistance ont augmenté ainsi que les aides aux loyers et charges. Le phasage entre le FAJ3M et les aides de droit commun délivrées par la Mission Locale (Garantie Jeune et PACEA) ont permis de répondre à la demande croissante et la délivrance des tickets services de l'Etat pour l'aide alimentaire a été également déployée pour soutenir les jeunes pendant cette période de confinement et d'isolement.

En 2020, 1 007 jeunes métropolitains ont fait des demandes de FAJ3M auprès de la Métropole (contre 1 058 jeunes en 2019). La répartition géographique est la suivante : 870 jeunes résidant sur Montpellier ont fait une demande d'aide dont 765 ont été accordées. 102 jeunes vivant dans les communes hors Montpellier ont également bénéficié d'une aide.

A noter que 10 % de ces jeunes ont fait des demandes de renouvellement d'aide (2 ou 3 aides) contre 6 % en 2019 et ce pour de la subsistance principalement. Comme les années précédentes, 65 % des demandeurs ont entre 21 et 24 ans, répartis équitablement entre les jeunes femmes et les jeunes hommes.

Près de 1 jeune sur 2 (48 % contre 52 % en 2019) ne dispose d'aucune ressource au moment de la demande de FAJ3M. En revanche, le nombre de jeunes bénéficiaires de la garantie jeune, qui assure un revenu mensuel de 492 € mensuel, est en progression sur 2020 (15 % des demandeurs contre 12 % en 2019).

Le montant moyen de l'aide allouée est de 297 €.

La crise sanitaire a considérablement dégradé la situation financière et sociale des jeunes. La part des aides à la subsistance a augmenté en 2020 (de 56 % en 2019 à 62 % en 2020) ainsi que les aides au logement (de 15 % en 2019 des dépenses à 18 % à 2020). Effectivement, les jeunes ayant perdu leurs petits boulots alimentaires, ils ont sollicité davantage de soutien à la subsistance ainsi que des aides aux loyers. Il a été observé qu'avec le confinement, une part plus importante de jeunes a rencontré d'importantes difficultés de paiement de loyer et ont accumulé des dettes de logement. La part du FAJ3M pour remboursement de dettes a progressé de 1,5 % (soit 3,4 % de la dépense totale). Ces jeunes n'étant pas éligible au Fonds Social Logement (FSL), le FAJ3M a pris le relais pour les soutenir.

A contrario, les aides à la formation ont fortement diminué en 2020, représentant seulement 5% des dépenses contre 9 % en 2019.

De même, il a été observé que la part des jeunes locataires a diminué de 40,3 % à 37% alors que celle des jeunes vivant en situation instable a progressé (20 % des jeunes demandeurs vivent chez des tiers contre 17 % en 2019). La part des jeunes vivant en situation de précarité est stable : 13 % des jeunes sont hébergés en CHRS et foyers et 6,5 % des demandeurs sont SDF.

Les jeunes demandeurs de FAJ3M sont diplômés : près de 60 % des demandeurs ont un niveau de diplôme équivalent ou supérieur au baccalauréat, attestant de la précarité financière des jeunes diplômés et de leur difficulté d'insertion professionnelle.

La dépense totale pour le FAJ3M individuel s'élève à 258 007 € en 2020. Sur ce montant, 28 580 € ont été attribués à 102 jeunes vivant dans les communes de la Métropole suivant la répartition suivante (seules les communes ayant fait des demandes figurent dans le tableau) :

Communes	Nombre d'aides accordées	Montant en euros
Castelnau-le-lez	33	9 280
Villeneuve-lès-Maguelone	14	2 970
Lattes	10	2 620
Pérols	8	2 500
Juvignac	6	1 640
Baillargues	7	1 750
Saint Jean de Védas	5	2 350
Montaud	3	850
Grabels	2	700
Cournonterral	3	850
Cournonsec	3	650
Saint Brès	2	600
Saint Georges d'Orques	1	250
Murviel-lès-Montpellier	2	500
Pignan	1	300
Prades-le-lez	1	200
Vendargues	1	300
Saussan	1	220
Saint-Drézéry	1	350
Le Crès	1	500
<b>TOTAL</b>	<b>102</b>	<b>28 580</b>

Concernant les actions collectives du FAJ3M, la Métropole a renouvelé son appel à projets en 2020. 12 associations intervenant dans le champ de l'insertion sociale et professionnelle, la santé physique et mentale, la lutte contre la prostitution des jeunes ont bénéficié de 97 602 euros au total.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de prendre acte de la présentation du bilan 2020 du FAJ3M ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153762-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.